

Lettre de Jean Rivière à Georges Bidault (La Haye, 25 avril 1947)

Légende: Le 25 avril 1947, Jean Rivière, ambassadeur de France aux Pays-Bas, informe Georges Bidault, ministre français des Affaires étrangères, de la teneur des débats du congrès organisé à La Haye par l'Union européenne des fédéralistes (UEF) et des principales positions de ses leaders en ce qui concerne les enjeux de l'unité européenne.

Source: Ministère des Affaires étrangères; Commission de publication des DDF (sous la dir.). Documents diplomatiques français. Volume I: 1947, 1er janvier-30 juin. Bruxelles: PIE-Peter Lang, 2007. 714-716 p.

Copyright: (c) Archives du ministère des Affaires étrangères et européennes de la République Française
Avec l'autorisation du Ministère des Affaires Etrangères

URL:

http://www.cvce.eu/obj/lettre_de_jean_riviere_a_georges_bidault_la_haye_25_avril_1947-fr-01900869-531f-47d8-af44-a670daad377c.html



Date de dernière mise à jour: 19/10/2023

Lettre de Jean Rivière à Georges Bidault

D. n° 289

La Haye, 25 avril 1947

(Reçu : le 2 mai)

Mon rapport du 14 avril, n°263 (Secrétariat des Conférences) avait rendu compte de l'ouverture à Amsterdam du Congrès de l'Union des Fédéralistes européens.

Les interventions des délégués français aux diverses séances ont été remarquées. Selon M. Marc, Secrétaire général de l'Union, l'ONU n'est pas assez forte pour empêcher la guerre, d'où la nécessité de s'unir. Pour le R.P. Chaillet, les Alliés bavardent sans apporter de solutions aux problèmes internationaux. Il convient de n'accuser personne d'impérialisme et il est indispensable qu'une compréhension s'établisse entre l'Europe de l'Ouest et celle de l'Est. M. Trinquier a également fait appel à la sagesse et à la compréhension mutuelle : « Paix aux hommes de bonne volonté », a-t-elle conclu. Son intervention a fait grosse impression, note le journal catholique *Nieuwe Dag*. M. R. Aron, directeur de la revue *La Nef*, a souligné que l'Europe doit, au point de vue social, être le centre du monde. Sans fédéralisme, a-t-il ajouté, il n'y aura que chaos et la guerre s'ensuivra.

Le problème allemand a retenu l'attention de la conférence. Il ne trouvera de solution, y a-t-il été déclaré, que dans une Allemagne fédérale, elle-même intégrée dans une Europe fédérale ; le peuple allemand peut, par son adhésion, aider à la paix. Mais l'Europe ne doit pas constituer un bloc ; elle doit être à égale distance « des deux blocs », sinon elle risque de se trouver « aplatie » entre les deux grands au cours du conflit que l'on sent approcher.

Une déléguée anglaise, Miss Josephy, a tenu à indiquer que si l'U.F.E. ne se rattachait pas directement au mouvement d'« action européenne » cher à M. Churchill, elle s'y apparentait néanmoins très étroitement, tout en préconisant plutôt une fédération d'États indépendants qu'une réunion de pays rassemblés par une constitution analogue à celle des États-Unis d'Amérique.

A l'issue de ses travaux, qui ont duré trois jours, la conférence a voté deux résolutions, dont j'adresse ci-joint le texte à votre Excellence. La première définit les buts généraux de l'Union des Fédéralistes européens. La seconde a trait au problème allemand. Elle indique notamment : « L'avenir de l'Allemagne ne pourra être aménagé de façon constructive qu'à l'intérieur d'une Europe fédérée... ». Elle ajoute : « Rien ne serait plus dangereux et plus faux que de présenter la solution fédéraliste (à l'intérieur de l'Allemagne), ainsi qu'on le fait trop souvent, comme une punition infligée au vaincu, ou comme une mesure favorable aux vainqueurs ».

On ne saurait dire que la presse hollandaise se soit passionnée pour la conférence.

Il m'est revenu, d'autre part, que tant que les orateurs restaient dans les généralités, ils obtenaient auprès des délégués un grand succès. Mais dès qu'ils abordaient des solutions pratiques, ou qu'ils touchaient à des points délicats, l'auditoire restait de glace. C'est ainsi que le Dr. Schuyt, Néerlandais, ancien rédacteur de *Christofoor* (publication de tendance catholique de gauche, aujourd'hui supprimée sur la suggestion de l'épiscopat) aurait obtenu une complète adhésion à la partie générale de son exposé, mais que la plus extrême réserve s'était manifestée lorsqu'il avait abordé le fond du débat. Il en fut de même pour M. Brugmans.

Beaucoup de délégués — et spécialement plusieurs de nos compatriotes — se seraient plaints de la mauvaise organisation de la réunion et du peu d'intérêt de ses travaux. Ils auraient déploré la stérilité des discussions, leur caractère artificiel et leur manque de portée pratique. Enfin, ils n'auraient pas caché leur mécontentement d'un résultat considéré par eux comme un échec.

M. H. Brugmans, ancien chef des services d'information à la Présidence du Conseil néerlandais et président de l'U.F.E., a, dans un article publié par le *Vrije Volk* le 12 avril, indiqué les buts de l'organisation. On se

rend compte, écrit-il en substance, qu'en Europe la période des États souverains prend fin. Il est impossible d'arriver à des décisions avec tant de petits pays aux frontières complexes. Il faut donc aboutir à un système fédéraliste. Rien n'oblige, d'ailleurs, à adopter le système de l'Union soviétique, pas plus que celui des États-Unis d'Amérique. Il peut y en avoir d'autres, de même que le monde n'est pas tenu de choisir entre le capitalisme et le communisme. D'autre part, il faut vaincre les nationalismes et, sur les plans économique et technique, « donner de l'air » aux divers pays. Enfin, le monde ne doit pas être sous la dépendance des « deux grands » et les États ne doivent pas se sentir obligés de pencher vers l'un ou vers l'autre. C'est donc par la constitution de groupes d'États, désireux de collaborer amicalement avec l'un comme avec l'autre, qu'on arrivera à empêcher la création de deux blocs omnipotents.

J'ai d'ailleurs eu l'occasion de m'entretenir longuement avec M. Brugmans que je connais personnellement. Il m'a expliqué qu'il ne pouvait être d'accord avec les principes du mouvement fédéraliste dirigé par M. van Zeeland. Celui-ci estimait, notamment, que les efforts actuels devaient seulement porter sur l'aspect économique du problème. Or, M. Brugmans est convaincu qu'il est impossible de traiter un problème de caractère administratif ou économique sans qu'aussitôt apparaisse un élément politique.

D'autre part, M. Brugmans répudie le concept du plan de fédéralisme churchillien, dans la mesure où ce document prévoit délibérément la création d'un bloc occidental s'opposant fatalement à un bloc de l'Est. M. Brugmans reconnaît que les tenants de l'idée de M. Churchill regrettent le caractère de bloc que prendrait leur fédération, mais ils l'estiment inéluctable. Pour M. Brugmans, ce caractère d'inéluctabilité n'est pas fatal. Il prétend que, selon une formule d'une singulière subtilité, dont je lui laisse toute la paternité : « il faut qu'entre les Soviétiques et l'Amérique se construise cette sorte d'empire du milieu dont, dans la mesure même où il sera bien charpenté et où toutes garanties seront données aux Russes, ceux-ci ne pourront pas prendre ombrage ».

Enfin, mon interlocuteur a développé devant moi, d'une façon assez vague, l'idée reprise dans la motion évoquée ci-dessus, qu'un fédéralisme allemand ne saurait se concevoir que dans le cadre d'un fédéralisme européen.

(Direction d'Europe)